

Fabien Roussel : « Je suis candidat à l'élection présidentielle »

4 min · Parti Communiste Français

Oui, je suis candidat à l'élection présidentielle. C'est un choix largement réfléchi, mais aussi largement soutenu, à 72 % dans mon parti. Mais surtout, ça fait des années que je parcours la France. Je suis maire d'une commune du Nord, je connais la France de l'intérieur, et je sais les souffrances et les espérances de changement de nos concitoyens. Mais un vrai changement qui va redonner du pouvoir d'achat, va respecter les travailleurs. Et c'est pour cela que j'ai fait ce choix -là, avec un programme, un projet de rupture pour notre pays.

Et une affiche de campagne. On peut vous la montrer ce soir en exclusivité. Parmi les mots que vous avez choisis, il y a « ensemble ». Pourtant, à gauche, vous êtes déjà nombreux à partir en ordre divisé. Qu'est-ce qui vous distingue des autres ?

Vivre, c'est ce mot que je souhaite porter. Pouvoir vivre de son travail. Et sur cette question du travail, justement, je me distingue. Vivre avec un travail qui paye correctement, qui permet de faire ses courses, élever ses enfants. Vivre d'un travail dans lequel on s'épanouit, où on peut décider de ses choix. Et puis, reconstruire une France qui travaille, qui produit des richesses en respectant la nature, mais aussi en respectant les êtres humains et les salariés. C'est

un peu ce qui vous rassemble à gauche, quand même, tout ce que vous êtes en train de dire. Votre différence à vous. Nous sommes

les seuls à avoir un projet avec un plan climat qui donne une trajectoire carbone dans lequel on va doubler la production d'électricité nucléaire, renouvelable, hydraulique.

Le nucléaire, c'est ça votre différence ? Oui,

et qui va permettre de réindustrialiser la France. Et là aussi, nous proposons de doubler la part de l'industrie. Dans le PIB, c'est 2 millions d'emplois à créer. C'est bon pour le travail de chacun, pour nos jeunes. Mais c'est aussi bon pour le climat, bon pour notre souveraineté économique. Et nous sommes les seuls à mettre ce projet, le plan climat, et en même temps, la réindustrialisation de la France, avec un vrai travail qui rémunère et qui permette à chacun de vivre dignement.

Vous parliez du nucléaire, c'est ce qui vous différencie sur le fond avec Jean -Luc Mélenchon, mais vous avez aussi critiqué sa nouvelle France. Vous l'avez accusé de vouloir diviser la France de faire du communautarisme. Est-ce que vous diriez que ce qui vous oppose, c'est une incompatibilité morale ?

Écoutez, d'abord, je vais faire un choix dans cette campagne. C'est de ne pas parler des autres. Et de parler de mon programme et de ce que je souhaite pour mon pays. Et défendre nos propositions. Mais attendez,

vous pourriez... Mais il y a une chose sur laquelle... Prendre le risque de le priver d'un second tour. Est-ce que vous êtes prêt à prendre ce risque et aller jusqu'au bout ?

Ce qui manque à la gauche, c'est pas le problème de la gauche, c'est pas qu'il y ait plusieurs

candidats. Le problème de la gauche, c'est qu'elle n'est pas majoritaire dans le pays. Ce que je souhaite, c'est pouvoir contribuer à ce qu'elle redevienne majoritaire. Aller convaincre des hommes et des femmes qui ne votent plus ou qui s'égarer dans leur vote. Je ne souhaite en prendre à personne à gauche. Et c'est pour ça que je souhaite porter des propositions qui puissent rassembler. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Permettez-moi d'en dire un mot, mais aucun candidat n'en parle. Candidats qui sont venus ici. Je souhaite mettre ce sujet au cœur de la campagne, au cœur de la République. On devrait tous se rassembler dans ce combat contre la fraude et l'évasion fiscale. Parce que vous savez que sous Emmanuel Macron, les plus riches qui ont été pris la main dans le pot de confiture peuvent négocier leur amende. C'est inadmissible. Ça, c'est un privilège de classe que je souhaite abolir. Et faire en sorte que les fraudeurs, ils passent par la case prison, ou alors la déchéance des droits civiques, et pour les moins pires, peut-être des travaux d'intérêt généraux. Ça leur ferait peut-être du bien d'aller travailler dans les hôpitaux qui manquent de moyens à cause de ces 80 à 100 milliards d'euros qui manquent au budget de la France.

Rapidement, il va falloir voter ou pas d'ailleurs. Un budget, vous allez nous le dire. Est-ce qu'il faut un budget pour la France d'ici la fin de l'année ou est-ce que vous prenez le risque de censurer avec une loi de finance, une loi spéciale qui endigue très fortement la France ? Bien sûr,

il faut un budget pour la France. Donc pas de censure ? Mais il ne faut pas nous imposer un budget qui va imposer des sacrifices aux retraités, aux personnes malades, et c'est quand même ce qu'il y a sur la table. Et c'est de ça dont les Français ne veulent plus. Et il faut arrêter de nous mettre le pistolet sur la tempe en nous disant, il faut à tout prix un budget. Donc, votez ce budget qui réclame encore des efforts aux mêmes personnes, aux personnes retraitées, aux gens qui ont des maladies chroniques parce qu'on va doubler les franchises médicales, parce qu'on va enlever l'abattement de 10 % sur les retraités. Pour nous, c'est hors de question. On se battra. On ira dialoguer avec le Premier ministre que je vais rencontrer prochainement pour justement mettre sur la table des propositions pour rendre du pouvoir d'achat aux Français, reconstruire le pays.

Merci beaucoup, Fabien Roussel, d'être venu nous confirmer que vous étiez candidat à la présidentielle pour le Parti communiste. Merci infiniment.